



LEVÉE IMMÉDIATE de l'ÉTAT d'URGENCE SANITAIRE :

Pour la défense de tous nos droits sociaux, pour la défense de nos libertés individuelles et collectives

Profitant de la journée internationale des luttes des travailleurs et des travailleuses, le président de la République a osé sans honte adresser « *une pensée* » à toutes celles et ceux qu'il méprise depuis son accession au pouvoir. L'ensemble des salariés qu'ils soient du public ou du privé, actif, retraités ou privés d'emploi se sont battus contre le projet de « retraites par points », et en revendiquent l'abandon. Il en est de même pour la réforme de l'assurance chômage. Les personnels hospitaliers, avec leurs organisations syndicales, revendiquent des moyens pour l'hôpital public depuis des années, et plus généralement, salarié.es et fonctionnaires se battent contre la destruction des Services Publics et du Code du Travail par ce Gouvernement.

Dans ce contexte, l'intersyndicale CGT, FO, FSU Solidaires d'Indre & Loire considère qu'à l'occasion du « déconfinement progressif » annoncé par Edouard Philippe le 28 avril, il est impératif de garantir la protection sanitaire et sociale des salariés, des agents des services publics, des retraités, des enfants et des jeunes, et qu'aucun ne doit être sacrifié sur l'autel de la reprise économique.

De ce point de vue la question de la reprise à l'École est centrale. Les enseignant.es sont inquiet.es et en colère face à des conditions de retour en classe irréalistes et dangereuses, pour les élèves et leurs parents comme pour les personnels (enseignants, ATSEM, AESH ...). Une fois de plus c'est l'impératif du retour au travail des salariés qui guide l'action du gouvernement, au détriment des moyens indispensables à la santé et la sécurité des élèves et des personnels.

Dans les entreprises, les modalités de reprise doivent garantir également la santé des salarié.es, mais aussi le maintien de l'emploi : de nombreux secteurs comme l'aéronautique, le tourisme, l'hôtellerie, la restauration ou encore le spectacle sont impactés et les premiers à payer le tribut ne sont pas les actionnaires mais les salarié.es, les intérimaires et les travailleurs et travailleuses précaires. Nous ne pouvons l'accepter, et revendiquons de l'État que tout soit mis en œuvre pour interdire tout licenciement économique. Nous refusons également les annulations de cotisations sociales et la ponction de jours de congés et de RTT.

Dans le « déconfinement », il y a nombre d'oubliés : les retraités, les personnes âgées en EHPAD et les personnels qui chaque jour les accompagnent - qui devront continuer de se priver de vie sociale sans aucune garantie de protection de la part des pouvoirs publics. Mais également les personnes sans logement et en grande précarité qui ont subi de plein fouet cette crise sanitaire. C'est ainsi que de tristes records historiques de repas servis par les associations d'aide alimentaire ont été enregistrés ces derniers jours.

Parce que l'impératif est de protéger les vies, nos organisations posent des conditions à la sortie de ce confinement. Contre le discours de l'« union sacrée », qui sous prétexte de crise subie par toutes et tous voudrait imposer le silence à toutes formes d'opposition, y compris par la répression, nous continuerons à porter haut et fort nos revendications. Nous réaffirmons l'impératif que soient prises en compte la défense des services publics, de l'hôpital public, de l'éducation nationale, de la retraite par répartition, de la hausse des salaires, d'une assurance chômage protectrice et non coercitive. Nous

exigeons que toutes les contre-réformes qui ont fragilisé la protection sociale et les garanties collectives, ou qui les ruinteraieent si elles étaient maintenues, soient définitivement abandonnées.

En Indre & Loire, l'argent public distribué aux entreprises coule à flot ; attention à la thérapie de choc qui pourrait-être infligée aux droits des salariés. D'ores et déjà, diverses expressions politiques et patronales vont dans le sens des régressions (remise en cause du temps de travail, RTT, jours fériés...)

Dans la situation immédiate de « déconfinement », les UD CGT, FO, FSU et Solidaires d'Indre & Loire revendiquent :

- Les moyens en masques « FFP2 » ou a minima « chirurgicaux », du gel et toute protection individuelle nécessaire et spécifique à l'activité des entreprises et administrations pour toutes et tous ;
- La gratuité des protections (masques, gel...) pour toute la population
- Le respect des libertés démocratiques menacées entre autres par la mise en œuvre envisagée de « Stop COVID ». Nous refusons de voir les Libertés publiques, tant individuelles que collectives, réduites sous prétexte de crise sanitaire, nous refusons l'interdiction des rassemblements de plus de 10 personnes dès lors que les conditions sanitaires sont remplies ;
- L'interdiction des licenciements et des versements de dividendes ;
- La prise en charge du chômage partiel à hauteur de 100% du salaire net ;
- L'abrogation immédiate des ordonnances qui ont permis de déroger pendant la crise au droit des travailleurs et travailleuses.

Mais aussi :

- L'augmentation du SMIC, salaires pensions et minimas sociaux
- Une protection sociale financée par les cotisations
- La réduction du temps de travail à 32 heures
- La couverture santé prise en charge à 100% par la sécurité sociale
- La retraite à 60 ans
- Des services publics de qualité et des emplois statutaires
- Un service public de santé et d'action sociale
- Une réforme de la fiscalité
- Abandon des réformes des retraites, assurance chômage et de la fonction publique

Les organisations CGT, FO, FSU et Solidaires d'Indre & Loire appellent les syndicats et les salariés à mettre à jour les cahiers revendicatifs, à débattre de ces revendications et décider collectivement des actions en interpellant le patronat. Pas de confinement pour les revendications !

A l'occasion de la date anniversaire du CNR (Conseil National de la Résistance) qui sous la pression du mouvement ouvrier donna naissance à un profond changement de société (création de la sécurité sociale, réformes économiques et sociales...) dans une économie pourtant ravagée par la guerre.

Manifestons pour reprendre notre bien commun, notre Sécu !

Entourons le Champs Girault, Mercredi 27 mai à 18h.

(En respectant les distances physiques, port du masque conseillé)